

Table des matières

	Liste des abréviations	2
	Résumé analytique	3
1	Introduction	6
2	Un historique des dynamiques transfrontalières entre la Côte d'Ivoire et le Liberia	8
	2.1 Historique, conflit et coopération transfrontaliers	8
	2.2 Flux transfrontaliers au cours de la crise électorale ivoirienne de 2010	12
3	Incidents de sécurité	13
4	Examen des réponses politiques aux tensions frontalières ivoiriennes-libériennes	16
	4.1 Militarisation	16
	4.2 Améliorer les relations civile-militaires/police dans les régions transfrontalières	18
	4.3 Augmenter la capacité des services de justice et de sécurité	19
	4.4 Réponse régionale en matière de sécurité et de paix	20
	4.5 Côte d'Ivoire : incitations à la non-violence	22
	4.6 Réunions de politique et coopération	22
5	Quelques défis en matière de sécurité frontalière	24
	5.1 Processus incomplet de désarmement, de démobilisation et de réintégration (DDR)	24
	5.2 Réfugiés	24
	5.3 Sécurité alimentaire et moyens de subsistance	25
6	Conclusions et recommandations	26
	6.1 Conclusions	26
	6.2 Recommandations	26
	6.2.1 Collaboration transfrontalière	26
	6.2.2 Soutien de l'UFM	28
	6.2.3 Gouvernement du Liberia	28
	6.2.4 Gouvernement de la Côte d'Ivoire	29
	6.2.5 Nations Unies	29
	6.2.6 Société civile	29
	Références	30
	Encadrés	
	Encadré 2.1 Le Forum pour la Paix de l'Union du Fleuve Mano, 2004–2006	11
	Illustrations	
	Figure 2.1 Carte politique de la Côte d'Ivoire et du Liberia avec un agrandissement spécifique sur la région frontalière	10
	Figure 3.1 Lieux des attaques importantes identifiées dans le Tableau 3.1	15
	Tableaux	
	Tableau 3.1 Incidents de sécurité transfrontaliers depuis la crise postélectorale en Côte d'Ivoire de février 2012 à novembre 2013	13

Liste des abréviations

ADDR	Autorité pour le Désarmement, la Démobilisation et la Réintégration
AFL	Forces armées du Liberia
CEDEAO	Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest
DDR	Désarmement, Démobilisation et Réintégration
EU	Union Européenne
FAO	Organisation pour l'alimentation et l'agriculture
FPI	Front Populaire Ivoirien
FRCI	Forces Républicaines de Côte d'Ivoire
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
JBSC	Commissions mixtes sur la sécurité des frontières
JBSCBU	Unités de sécurité des frontières et de renforcement de la confiance
JTF	Force opérationnelle interarmées
LURD	Libériens Unis pour la Réconciliation et la Démocratie
MINUL	Mission des Nations Unies au Liberia
MJP	Mouvement pour la Justice et la Paix
MODEL	Mouvement pour la Démocratie au Libéria
MPIGO	Mouvement Populaire Ivoirien du Grand Ouest
NPP	Parti patriotique national
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Nations Unies
ONUCI	Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire
ORH	Opération Rendre l'espoir
OSC	Organisation de Société Civile
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PDCI	Parti Démocratique de la Côte d'Ivoire
PNL	Police Nationale Libérienne
UDPCI	Union pour la Démocratie et la Paix en Côte d'Ivoire
UFM	Union du Fleuve Mano
ULIMO	Mouvement Uni pour la Démocratie au Liberia

Résumé analytique

L'une des questions clés identifiées dans les récents débats en terme de politique conjointe de développement et de sécurité est l'incidence de la violence transfrontalière et le manque actuel de mécanismes efficaces et permanents soutenus par les organisations internationales, les gouvernements et la société civile pour gérer le problème de la violence. L'objet de cette recherche est la région frontalière entre la Côte d'Ivoire et le Liberia. La violence prolongée qui affecte la région depuis de nombreuses années découle des conflits internes qui ont touché les deux pays à différentes époques, et qui ont eu des dynamiques et des implications régionales. L'ouest de la Côte d'Ivoire a servi de champ de bataille par procuration au cours de la première guerre civile libérienne (1989–1996), et la région est le berceau de la crise militaire et politique qui affecte la Côte d'Ivoire depuis 2002. Région inaccessible et oubliée, elle a servi de terrain d'entraînement et de base pour les groupes de rebelles et les forces de sécurité, et ce sont les populations locales qui ont dû porter le poids de l'insécurité. En 2012–13, la région a connu une résurgence de la violence transfrontalière liée à la crise électorale et politique de 2011 en Côte d'Ivoire. Certains accusent l'élite politique fidèle à l'ancien président de Côte d'Ivoire, Laurent Gbagbo, qui est basée au Ghana, de financer les incursions militaires par les militants et les partenaires libériens dans l'ouest de la Côte d'Ivoire pour déstabiliser la région. L'animosité entre différentes communautés et la capacité limitée des forces de sécurité à assurer la sécurité des personnes perpétuent la situation précaire.

Les gouvernements ivoiriens et libériens ont cherché à faire face à la situation par l'intermédiaire d'interventions de sécurité à court terme dont de nombreuses ont été soutenues par les missions des Nations Unies dans les pays respectifs. Mais, au final, les deux parties n'ont pu s'entendre quant à la sécurité ou à la stratégie d'intervention correcte. Pour la Côte d'Ivoire, le problème vient du Liberia et des tentatives ont été faites pour « acheter » les groupes armés par le biais d'incitations financières. Pour le Liberia, le problème émane de la Côte d'Ivoire et la réponse a été de sécuriser son territoire par le biais de contrôles frontaliers, de fermetures des frontières et de tentatives visant à convaincre la population locale dans la région frontalière libérienne. Aucune des stratégies ne permet de résoudre le problème des doléances sous-jacentes ni n'est durable.

La sécurité alimentaire et les moyens de subsistance sont des questions centrales au sein d'un ensemble plus vaste de considérations de sécurité des personnes. Le risque de recrutement dans une activité violente est exacerbé par le manque d'opportunités en termes de moyens de subsistance durables à la disposition des jeunes. L'accès à la sécurité et à la justice pour les communautés frontalières est un autre problème affectant les populations de la région et, bien que des efforts soient dorénavant déployés par les deux gouvernements pour décentraliser ces services, les résultats sont mitigés. La mise en œuvre totale des processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration (DDR) et la gestion des flux de réfugiés sont cruciales pour la gestion de la sécurité frontalière. Des efforts en matière de relations civiles-militaires sont nécessaires afin d'améliorer le faible degré de confiance entre les forces de sécurité et les communautés locales qui affectent la durabilité des efforts en matière de sécurité.

La Mission des Nations Unies au Liberia (MINUL), l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) et d'autres parties prenantes externes soulignent depuis longtemps la nécessité d'un effort bilatéral concerté déployé par les gouvernements du Liberia et de la Côte d'Ivoire afin d'augmenter leur coopération au niveau des problèmes transfrontaliers et ont encouragé un accroissement des niveaux de coopération au cours de ces dernières années. Les réunions d'un comité des chefs d'état-major, des patrouilles communes aux frontières et des réunions de stratégie en matière de sécurité frontalière commune ont été organisées, mais leur impact s'est avéré négligeable en raison de leur nature ponctuelle et en raison de l'absence d'un objectif stratégique à long terme qui les étaye.

Une intervention régionale est la solution la plus prometteuse en matière de prévention de la violence transfrontalière, avec la coordination et la communication au coeur de la stratégie. L'Union du fleuve Mano (UFM), association intergouvernementale de quatre pays (Côte d'Ivoire, Guinée, Liberia et Sierra Leone), est bien placée pour soutenir les efforts visant à gérer un éventail de questions de sécurité affectant la frontière ivoirienne-libérienne, mais ceci réclamerait l'engagement des gouvernements et le soutien des Nations Unies (ONU) et d'autres acteurs externes afin de traiter les questions complexes d'ordre politique et social, ainsi qu'en matière de sécurité dans la région.

Les organisations de société civile (OSC) et leurs réseaux ont un rôle vital à jouer dans le contrôle de la progression des efforts bilatéraux et régionaux pour traiter le problème de la sécurité et pour demander aux gouvernements de rendre compte des engagements dans cette région. Grâce à une volonté politique suffisante, elles peuvent également assurer la liaison entre les forces de sécurité et les communautés, en se fondant sur les relations établies de confiance dans les régions affectées.

La section 6 du présent rapport met en avant des recommandations détaillées pour une action dans les domaines suivants :

Collaboration transfrontalière

- Stratégies d'intervention militaire et civile pour contrer la méfiance entre les communautés et les forces de sécurité ;
- Coopération et coordination bilatérales des stratégies communes d'intervention et de sécurité entre les gouvernements du Liberia et de la Côte d'Ivoire ;
- Engagement stratégique avec les anciens combattants et miliciens de la part des gouvernements du Liberia et de la Côte d'Ivoire, avec le soutien de l'ONU et l'expertise de la société civile ;
- Engagement avec et implication des communautés locales quant aux décisions qui les affectent ainsi que dans l'élaboration des réponses de sécurité ;
- Coordination des interventions nationales entre le Liberia et la Côte d'Ivoire afin d'explorer et de mener à bien les mesures communes concrètes pour améliorer la sécurité.

Soutien de l'UFM

- L'engagement des gouvernements et des acteurs internationaux en matière de stratégie de sécurité régionale développée par L'UFM et la Communauté économique des états de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) avec le soutien du Fonds Africain de développement (FAD), de l'ONU et de l'Union Européenne (UE).

Gouvernement du Liberia

- Pour faire face au retrait de la présence militaire des Nations Unies, le gouvernement du Liberia doit procéder à un examen de la capacité de ses forces nationales de sécurité afin de répondre aux tensions et à la violence ;
- apport de personnel et de ressources à long terme pour les centres régionaux afin de permettre aux systèmes de sécurité et de justice de prendre la relève de la MINUL ;
- dévolution efficace et inclusive des mécanismes de sécurité et de justice.

Gouvernement de la Côte d'Ivoire

- Prolongement des processus de réconciliation concernant les régions occidentales du pays afin d'aider les communautés à faire face aux questions litigieuses ;
- exploration de divers moyens d'élaborer un nouveau règlement politique inclusif, notamment par l'intermédiaire d'un dialogue national ;
- engagement avec la diaspora ivoirienne afin de soutenir un processus de réconciliation à l'échelle du pays.

Nations Unies

- Examen du retrait de la MINUL et de mécanismes pour traiter les questions de sécurité qui émergent au cours des phases de sa transition ;
- renforcer la coordination et la coopération efficaces entre l'ONUCI et la MINUL grâce à l'inclusion de composantes bilatérales dans le cadre de leurs mandats ;
- une stratégie à plus long terme comprenant des mesures pour pallier aux lacunes en termes de capacité des forces nationales de sécurité, afin de gérer des situations d'après-conflit, à savoir les tensions politiques et les mouvements des groupes armés par-delà la frontière.

Société civile

- Contrôler les catalyseurs et les tendances en matière d'insécurité et agir en tant que plateforme de plaidoyer;
- prolongement des activités des organisations de société civile basées dans les capitales des régions frontalières ;
- appui des donateurs pour permettre aux organisations de société civile d'élargir leurs activités dans la région.

1 Introduction

La question de la tension externe suscite une attention croissante depuis la publication du *Rapport sur le développement dans le monde 2011* qui a établi le lien entre « l'exposition à des facteurs de stress internes et externes et de la solidité du « système immunitaire » » et le risque de violence dans n'importe quelle société – nationale ou régionale (World Bank 2011: 7).

L'une des questions clés identifiées en matière de tension externe est l'incidence de la violence transfrontalière et le manque actuel de mécanismes efficaces et permanents des organisations internationales (en particulier l'ONU) en vue de résoudre les problèmes régionaux transfrontaliers. Le point central du présent rapport est la région de l'Union du fleuve Mano (UFM) (c.-à-d. le Liberia, la Sierra Leone, la Guinée et la Côte d'Ivoire) ; en particulier la frontière entre la Côte d'Ivoire et le Liberia, étant donné qu'elle présente de nombreux défis en termes de dynamiques et de politiques régionales. Plus fondamentalement, la région offre un nouvel exemple intéressant de collaboration entre les agences qui peut s'avérer intéressant pour les efforts émergents en termes de tensions externes, de violence transfrontalière et de mécanismes régionaux de gouvernance.

Au cours des 20 dernières années, la région a été une zone de violents bouleversements et d'instabilité politique. Les récentes recherches sur les guerres civiles en général ont indiqué que la probabilité de la contagion conflictuelle est augmentée de 4 à 6 points de pourcentage si le pays voisin est similaire en termes d'ethnicité au pays en guerre. Il est également suggéré que ces effets peuvent être encore plus importants si le groupe ethnique dominant du pays voisin est partagé avec le pays en conflit (Bosker et de Ree 2010).

Les guerres civiles au Liberia (1989–1996, 1999–2003) et en Sierra Leone (1991–2002) ont non seulement dévasté les deux pays, mais, jusqu'à un certain point, ont également déstabilisé une région entière (en particulier la Côte d'Ivoire et la Guinée). À la fin de la guerre froide, la région perdit une partie de son importance stratégique et fut ignorée pendant un certain temps par la communauté internationale. Les nouveaux acteurs devinrent cruciaux pour le Liberia et la Sierra Leone ; les états tels que la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso, le Nigeria et la Lybie jouèrent un rôle primordial derrière les politiques et les conflits dans les deux pays. De nouvelles dynamiques politiques et de sécurité régionales complexes se sont développées entre ces différents pays. Plus que jamais, l'interconnectivité des pays de l'UFM, en termes de mobilité des combattants, de commerce des armes, de liens politiques et ethniques, est particulièrement pertinente dans le cadre de notre analyse. Les catalyseurs sous-jacents du conflit perdurent, comme les répercussions non résolues des précédents conflits, des frontières vagues et poreuses, un manque de responsabilisation et de transparence en matière de gouvernance, ainsi que la marginalisation causée par la pauvreté et le chômage (affectant en particulier les femmes, les jeunes et les communautés rurales et frontalières).

Bien que le conflit à grande échelle ait pris fin au Liberia, en Sierra Leone et en Côte d'Ivoire, les mouvements transfrontaliers et l'instabilité ont augmenté, en particulier depuis 2012. On estimait déjà à huit millions en 2007 les armes légères qui circulent en Afrique de l'Ouest, selon Jeanine Jackson, 2006–2009, ambassadrice américaine au Burkina Faso (IRIN Africa 2007). La région de l'UFM se caractérise depuis longtemps par l'absence de pouvoir étatique dans les régions frontalières, parfois des districts entiers, où des réseaux de commerce et de sécurité informels gouvernent de manière implicite la région. Et pourtant, dans le même temps, ces régions deviennent également des champs de bataille représentant paradoxalement les intérêts des différentes capitales de la région. On

retiendra tout particulièrement, dans le contexte des précédents scénarios de conflits potentiels, les combattants très mobiles qui, selon les rapports, prennent part aux conflits à travers la région et qui non seulement changent de champ de bataille, mais changent également de côté au cours du même conflit (Aning et Atta-Asamoah 2011).

Le présent rapport sera divisé en quatre sections. Premièrement, nous nous pencherons sur l'historique des dynamiques transfrontalières entre la Côte d'Ivoire et le Liberia et nous chercherons à démêler les affinités et échanges politiques, économiques et culturels à travers la frontière. Dans cette section, nous examinerons également les flux frontaliers, en particulier au cours de la période postérieure à la crise électorale de 2010 en Côte d'Ivoire. Deuxièmement, nous décrirons les différents incidents transfrontaliers survenus depuis la fin de la crise politique et réfléchirons aux causes et catalyseurs sous-jacents. La troisième section traite des réponses politiques aux tensions de la frontière entre la Côte d'Ivoire et le Liberia, en examinant les mécanismes institutionnels existants pour contrer la violence transfrontalière. La quatrième section abordera certains des défis, des causes et des catalyseurs sous-jacents principaux de la violence dans la région frontalière, tels que les processus DDR inachevés, la gestion des flux de réfugiés, l'insécurité alimentaire et les moyens de subsistance des populations. Pour finir, nous nous pencherons sur les diverses réponses politiques aux incidents transfrontaliers et fournirons des recommandations de politique détaillée pour l'avenir.

2 Un historique des dynamiques transfrontalières entre la Côte d’Ivoire et le Liberia

2.1 Historique, conflit et coopération transfrontaliers

La frontière entre la Côte d’Ivoire et le Liberia est chargée d’un long passé complexe, à la fois politique, social, culturel et économique : relations de commerce, alliances politiques, affiliations de groupes ethniques et d’intermariages entre les communautés transfrontalières. La population frontalière est caractérisée par un haut niveau de mobilité, pour des raisons aussi bien sociales qu’économiques.

Il existe quatre groupes ethniques des deux côtés de la frontière : 1) le groupe Yacouba/Gio dans la région de l’UFM et dans le nord du comté de Nimba ; 2) le groupe Guere/Krahn dans la région de Guiglo et dans le sud des comtés de Nimba et de Grand Gedeh ; 3) le groupe Kru/Grebo dans la région de Tabou et les comtés de River Gee et de Maryland ; et 4) le groupe Malinke/Madingo à travers l’ouest de la Côte d’Ivoire et dans la région de Nimba. Ces liens familiaux et de parenté transfrontaliers signifient que les visites des villages voisins au-delà de la frontière sont extrêmement courantes et continuent de renforcer les liens socioculturels des populations. La frontière n’a pas non plus empêché les gens de poursuivre les opportunités en matière de moyens de subsistance, en particulier sous la forme du travail dans les plantations et de la conduite du commerce. Les gens traversent la frontière pour accéder à leur terre plus rapidement ou pour accéder aux marchés principaux de la région. Il existe des voies de commerce régionales qui jouent également un rôle crucial en matière de déplacement des personnes à travers ces voies frontalières. Le prix de vente du caoutchouc, par exemple, est plus avantageux au Liberia et, par conséquent, le caoutchouc ivoirien est souvent vendu directement aux négociants aux frontières qui le vendent ensuite aux grosses usines du Liberia. Pour une raison similaire, le cacao et le café libériens sont souvent vendus en Côte d’Ivoire (Barriere et Gray 2012).

Le mouvement des personnes à travers cette région frontière s’est intensifié au cours de la première et de la seconde guerre civile au Liberia (1989–1996, 1999–2003) avec de grands flux de réfugiés (dont certains sont encore en Côte d’Ivoire, en Guinée, au Ghana et dans d’autres pays voisins). Par exemple, après le renversement du régime de Doe en 1990, le groupe Krahn de Grand Gedeh a fui en quête de sécurité vers les régions Guere de Moyen-Cavally (Barriere et Gray 2012). Les affinités ethniques transfrontalières susmentionnées ont été renforcées par des allégeances politiques et des stratégies politiques transfrontalières entre les partis des deux côtés de la frontière.

Les dynamiques de la guerre civile au Liberia sont étroitement liées à la Côte d’Ivoire. En décembre 1989, Charles Taylor lança un soulèvement armé de la Côte d’Ivoire vers le Liberia dans le but de renverser le régime de Doe.¹ Le président de la Côte d’Ivoire à l’époque, Félix Houphouët-Boigny, aurait été un partisan politique de Taylor. Le général Guéï, qui avait été nommé chef des armées sous Houphouët-Boigny, entretenait des contacts fréquents avec Charles Taylor. Plus tard, le général Guéï devint le leader de la junte militaire ivoirienne en 1999/2000. Les liens militaires et stratégiques entre la Côte d’Ivoire et le Liberia se renforcèrent. Guéï, qui refusa initialement de reconnaître le résultat des élections présidentielles de 2000, qu’il avait perdu, s’enfuit à Gouessesso, près de la

¹ Gio, un groupe ethnique de la région frontalière (voir Figure 2.1), forma l’élément principal des forces armées de Taylor.

frontière libérienne. Les liens entre Taylor et Guéï furent renforcés à la suite du déclenchement de la guerre civile en Côte d'Ivoire en 2002. Taylor et Guéï furent ensuite directement impliqués dans la création de deux groupes rebelles dans l'ouest du pays en 2002, le Mouvement Populaire Ivoirien du Grand Ouest (MPIGO) et le Mouvement pour la Justice et la Paix (MJP).

Laurent Gbagbo, le président de la Côte d'Ivoire de l'époque (2000–11), riposta en armant et en soutenant des combattants liés aux forces des Libériens Unis pour la Réconciliation et la Démocratie (LURD) vers la fin 2002 et les représailles culminèrent avec la création du groupe dissident du LURD basé en Côte d'Ivoire, le Mouvement pour la Démocratie au Liberia (MODEL) au début de 2003.² Le MODEL était principalement constitué du groupe ethnique Krahn, qui entretenait des relations solides avec le groupe Guere ivoirien à travers la frontière. Le groupe Krahn du Liberia fut impliqué dans les violences politiques dans la région de Moyen-Cavally, en particulier entre 2002 et 2006. De fait, les anciens combattants du MODEL auraient participé au trafic de l'or, du caoutchouc et du bois autour de Guiglo à cette époque (Berman et Florquin 2005).

Bien que l'on puisse avancer que le groupe Guere/Krahn représente le partenariat politique entre le Front Populaire Ivoirien (FPI) de Laurent Gbagbo et le Mouvement pour la Démocratie au Liberia, et que le groupe Yacouba/Gio se lia au Parti Patriotique National (NPP) de Charles Taylor au Liberia et l'Union pour la Démocratie et la Paix en Côte d'Ivoire (UDPCI) du général Guéï en Côte d'Ivoire, il ne faut pas baser les fidélités politiques uniquement sur les affiliations ethniques. Comme de nombreux observateurs ont pu en témoigner, les chefs de guerre des deux côtés ont changé leurs allégeances de nombreuses fois et des intérêts économiques puissants sont un important facteur pour la compréhension des dynamiques politiques et militaires régionales. Il existe également des tensions et des disputes au niveau des terres au sein des communautés et entre les communautés et les populations migrantes des pays sahéliens du Burkina Faso, du Mali et du Niger (Allouche et Zadi Zadi 2013).

La crainte de la violence provenant de l'autre côté des frontières augmente depuis ces 20 dernières années. Les combattants et les commandants ivoiriens et libériens utilisent depuis longtemps les structures de commandes existantes des deux côtés de la frontière afin de faciliter le combat. Les dynamiques politiques et les violences transfrontalières ne sont donc pas un phénomène nouveau et il existe des exemples d'initiatives précédentes visant à élaborer des réponses communes à la violence dans la région. Une de ces initiatives, bien qu'elle fut de courte durée, fut le Forum pour la Paix de l'Union du Fleuve Mano (voir Encadré 2.1). Un déclin de la violence entre 2005 et 2011 entraîna la suspension de l'initiative. Il s'agit toutefois d'une innovation dont on peut tirer des leçons intéressantes.

² Des sources de sécurité libériennes ont révélé que la police et les soldats de la paix des Nations Unies avaient arrêté Adama Keita en avril 2005 soupçonné d'avoir recruté des enfants soldats pour des combats transfrontaliers. Selon les informations de l'IRIN, il a été arrêté dans l'est de Zwedru, près de la frontière ivoirienne, mais les sources de sécurité n'ont pas divulgué les motifs de son arrestation. Un officier de renseignements libérien a expliqué que, « le gouvernement et les réseaux de sécurité des Nations Unies entretenaient des soupçons quant aux activités de cette personne aux abords des frontières avec la Côte d'Ivoire et nous l'interrogeons sur son implication dans le recrutement d'anciens combattants dans cette région pour combattre en Côte d'Ivoire. » Adama serait membre du MODEL, une ancienne faction rebelle au cours de la guerre civile soutenue par le gouvernement ivoirien. Pour de plus amples renseignements, voir Weiss (2005).

Figure 2.1 Carte politique de la Côte d'Ivoire et du Liberia avec un agrandissement spécifique sur la région frontalière



Source : propre à l'auteur.

Encadré 2.1 Le Forum pour la Paix de l'Union du Fleuve Mano, 2004–2006

Le Forum pour la Paix de l'Union du Fleuve Mano était constitué de 24 acteurs de société civile du Liberia, de la Sierra Leone et de la Guinée, représentant les jeunes, les leaders religieux, les chefs traditionnels, les femmes, les militants des droits de l'homme, les médias, et de deux organisations internationales non gouvernementales, International Alert et Conciliation Resources.

Le Forum pour la Paix fut établi pour contrôler les événements dans la région, identifier les questions méritant une action de plaidoyer et procéder à des représentations formelles au cours de réunions de politique auprès des organismes gouvernementaux et intergouvernementaux afin d'influencer les actions politiques pour la paix. La conception de projet prévoyait la transmission des informations analysées via le secrétariat du forum, situé dans les locaux du secrétariat de l'UFM à Freetown en Sierra Leone. Le rôle du secrétariat consistait à organiser une série de réunions de société civile et de réunions de politique régionales avec des partenaires du gouvernement et de développement de ces trois pays.

Selon International Alert, un des succès du forum fut un atelier pour les parlementaires de l'UFM et les fonctionnaires des gouvernements en place et des partis politiques d'opposition, qui s'accordèrent pour établir un réseau de parlementaires de l'UFM pour promouvoir la paix. Des efforts importants furent déployés pour la promotion de la participation et des activités des femmes, telles que la participation au Processus de Paix d'Akosombo (le processus qui mit fin à la seconde guerre civile au Liberia, 1999-2003). Ceci leur permit de faire entendre leur voix et de mettre en lumière la capacité des femmes à jouer un rôle dans le cadre de la paix et de la sécurité dans la région.

À plus long terme, le Forum avait pour objectif de créer un comité régional de prévention des conflits et d'expertise en matière de résolution capable de transcender les frontières physiques, sociales et ethniques. Toutefois, en raison du manque de financement, les efforts déployés pour encourager et motiver les voix locales et marginalisées afin d'influencer la politique cessèrent de manière abrupte en 2006, après avoir été initiés à peine deux ans plus tôt en 2004.

Certaines lacunes du Forum se situaient au niveau du fait que ce dernier était trop concentré sur les réunions au niveau ministériel, plutôt que de contrôler et recueillir des données, et sur le renforcement des capacités de la société civile à ce faire de manière effective. Les programmes des réunions ne fournissaient pas un espace suffisant aux propositions de la société civile et les perspectives des communautés marginalisées et touchées par les conflits. De plus, les ordres du jour reposaient trop exclusivement sur l'expertise d'analystes individuels. Le Forum aurait bénéficié d'objectifs plus clairs et aurait dû davantage porter l'accent sur les résultats. La division linguistique anglophone-francophone s'ajoutait aux défis existants et une concentration trop importante sur la forme et les structures porta également atteinte à sa durabilité à long terme.

L'expérience du Forum pour la Paix souligne le fait que les efforts déployés par les réseaux et coalitions de la société civile régionale devraient se concentrer sur la manière dont les états, les institutions régionales et les acteurs internationaux engagent des liens avec les citoyens des états membres. Étant donné que les problèmes dans les zones de conflit sont locaux, les efforts déployés doivent renforcer les capacités à recueillir des informations locales, partager les problèmes communs et amplifier les voix pour influencer une politique qui ait un impact régional plus large.

2.2 Flux transfrontaliers au cours de la crise électorale ivoirienne de 2010

En raison de la porosité de la frontière et des interconnexions des populations frontalières, les anciens combattants ont pu traverser facilement la frontière à des fins de recrutement potentiel pour combattre aux côtés des deux présidents de Côte d'Ivoire de l'époque, Alassane Ouattara et Laurent Gbagbo, ce qui a compliqué la tâche des organisations non gouvernementales (ONG) et des agences des Nations Unies à déterminer qui est un réfugié, un ancien combattant et un migrant. De novembre à décembre 2010, environ 3500 réfugiés composés pour la plupart de la population Yacouba fuirent la Côte d'Ivoire pour le comté Nimba voisin du Liberia (UNHCR 2010). Comme les combats se déplacèrent vers le sud et que la Force Nouvelle (« forces rebelles » du nord) remportait les combats, les flux de réfugiés prirent une autre dynamique. La population Guere commença à chercher refuge au sud des comtés de Nimba et de Grand Gedeh au Liberia, et un autre flux de réfugiés Kru et Guere pénétra le Liberia vers les comtés de River Gee et de Maryland.

Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) établit et géra six camps de réfugiés : Le camp Bahn (ouvert en février 2011), le camp Ziah (ouvert en mars 2011), le camp Solo (ouvert en avril 2011), le camp Dugoe (ouvert en avril 2011), le camp PTP (ouvert en septembre 2011), et Little Wlebo (ouvert en avril 2011). Le HCR cita un chiffre de 200.000 réfugiés au paroxysme de la crise. À la mi-2011, il y avait plus de 175.000 réfugiés ivoiriens au Liberia. Grâce au processus de rapatriement volontaire facilité par le HCR, de nombreux Ivoiriens reviennent maintenant dans leur village. À Zouan-Hounien, 90 pour cent de la population est revenue, 60-70 pour cent à Toulépleu, et 50 pour cent à Bloléquin (Barriere et Gray 2012). On estime qu'il reste encore à peu près 59.000 réfugiés ivoiriens au Liberia.

Avant le début du processus de rapatriement en 2013, un nombre important de flux transfrontaliers impliquaient des réfugiés, généralement des femmes des comtés de Nimba et de Maryland, se rendant en Côte d'Ivoire pour évaluer la situation de sécurité. Celles-ci étaient envoyées plutôt que leur mari en raison de la crainte vis-à-vis des Forces Républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI) qui arrêtaient les hommes de façon arbitraire. Ces visites exposaient les femmes à de multiples risques, que ce soit la noyade lorsqu'elles traversaient le fleuve, l'extorsion d'argent et, si elles n'avaient pas d'argent avec elles, des violences et harcèlements sexuels de la part des groupes armés dans la forêt.

Il existe encore de nombreux partisans radicaux de Gbagbo au Liberia. Les partisans en exil au Ghana et au Liberia ont établi un réseau solide et ont réactivé les contacts avec les chefs de guerre libériens. Trois des officiers militaires impliqués dans l'opération Red Falcon³, le colonel Alphonse Gouanou, ancien commandant de la région militaire de l'Ouest de la Côte d'Ivoire; le commissaire de police Loba Patrice et le brigadier de police Serge Brou – se sont rendus plusieurs fois sur la frontière Liberia–Côte d'Ivoire. Selon les services de sécurité ivoiriens, ils ont contacté plusieurs chefs de guerre libériens, notamment des anciens membres du Mouvement Uni pour la Démocratie au Liberia (ULIMO) et du LURD (International Crisis Group 2012: 8). Interrogés par les enquêteurs de l'Observatoire des Droits de l'Homme, les miliciens libériens ont déclaré que leur général, Augustine Vleyee surnommé « Bush Dog », était un personnage clé dans le recrutement et l'entraînement des mercenaires libériens à la frontière ivoirienne (International Crisis Group 2012: 9). Ces réseaux très actifs sont responsables du nombre croissant d'incidents violents à travers la frontière ivoirienne-libérienne faisant l'objet du présent rapport.

³ L'opération Red Falcon fut une tentative de coup d'État militaire contre l'actuel président ivoirien, Alassane Ouattara.

3 Incidents de sécurité

La violence transfrontalière a réellement démarré après la crise postélectorale de 2011 en Côte d'Ivoire. En conséquence, de nombreux spécialistes ont avancé que c'était les partisans de Gbagbo, à savoir l'élite politique basée au Ghana, qui finançaient les incursions militaires dans l'ouest de la Côte d'Ivoire en se servant de militants et de partenaires libériens pour déstabiliser la région (BBC 2013). La région fut à l'épicentre du conflit et des violences entre les deux parties au cours de la crise politique ivoirienne. L'animosité persistante entre les différentes communautés et l'incapacité des forces de sécurité à assurer la sécurité des personnes signifient que la situation demeure volatile.

Il y a eu récemment de nombreux incidents de sécurité à la frontière et, en particulier dans la région frontalière de Moyen-Cavally et de Grand Gedeh. La première attaque après la crise politique eut lieu le 11 mai 2011 dans la ville de Zagné, en Côte d'Ivoire, et fit huit morts et trois blessés. Zagné est une cible stratégique étant donné les ressources provenant de la production d'or. Un incident ultérieur survint le 15 septembre 2011, lorsqu'un commando armé du Liberia tua 23 personnes à Ziriglo en Côte d'Ivoire, à 37 km de Taï (Soir Info 2012). La zone frontalière fut ensuite relativement stable pendant six mois, mais ceci fut suivi par une augmentation importante du nombre d'incidents de février à août 2012, avec une moyenne d'au moins 1 incident par mois, comme l'indique le tableau 3.1. Il est intéressant de noter que l'intensité des incidents transfrontaliers augmenta à la suite des importantes arrestations au Liberia le 27 janvier 2012 dans le camp de la mine d'or de Zwedru. Soixante-seize personnes, de nationalités ivoiriennes et libériennes, furent arrêtées par la police libérienne en rapport avec un supposé complot contre le gouvernement ivoirien à Abidjan.

Tableau 3.1 Incidents de sécurité transfrontaliers depuis la crise postélectorale en Côte d'Ivoire de février 2012 à novembre 2013

2012	
20 février	Six personnes furent tuées dans le camp de Konankro, à 8 km de Ziriglo. Le camp était principalement constitué de Burkinabé et de Baoulés.
24 avril	Huit personnes furent tuées dans des circonstances similaires à Sakré, un village situé à 27 km de Taï. Les maisons et autres propriétés du maire de Taï, du Parti Démocratique de la Côte d'Ivoire (PDCI), Désiré Gnonkonté, du chef du village et du président des jeunes furent ciblées.
8 juin	Une attaque dans la région de Para, entraîna la mort de sept soldats de la paix de l'ONU et de 10 à 15 civils. Les assaillants auraient été constitués de 100 miliciens et mercenaires. Onze Libériens et huit Ivoiriens ont été inculpés au Liberia pour ces attaques.
11 juin	Attaques au cours de la nuit sur les villages de la frontière ivoirienne de Siebloe-Oula et de Tiele-Oula au cours desquelles cinq civils furent tués.
13 août	Dans le Toulépleu, des mercenaires armés attaquèrent une position de l'armée et cette attaque fit au moins quatre morts, dont deux étaient des soldats du FRCI.
2013	
17 janvier	Des individus supposés venir du Liberia attaquèrent deux villages près de Diboké, à environ 85 km à l'ouest de Guiglo. Quatre personnes furent tuées et plusieurs blessées.
12 mars	Le village de Ziléby, situé à 37 km de Bloléquin, fut attaqué, entraînant au moins six morts confirmées, notamment deux soldats du FRCI.
21 mars	Le village de Tuobly fut attaqué.
23 mars	Le village de Petit Guiglo fut attaqué, entraînant la mort d'au moins huit personnes, dont deux civils, et le déplacement de quelques 2.700 personnes.
30 novembre	Un incident survint dans le parc national de Taï où des responsables de la gestion des eaux et forêts furent attaqués, faisant un mort et un fonctionnaire blessé.

L'un des problèmes méthodologiques quant à la classification de la violence transfrontalière est de distinguer les incidents transfrontaliers des autres événements violents dans la région. Par exemple, il est évident que la destruction du camp de réfugiés de Nahibly juste en dehors de la ville de Duékoué en Côte d'Ivoire, le 20 juillet 2012, a clairement affecté les dynamiques transfrontalières. Cette attaque, qui aurait été menée par des soldats du FRCI, des unités armées liées aux chasseurs traditionnels (Dozos) et des civils en colère, fit officiellement six morts. Le camp, sous la supervision de l'ONUCI et qui abritait 5000 personnes, fut entièrement détruit. Selon l'International Crisis Group, l'attaque fut présentée comme une réaction violente à la présence d'hommes armés au sein du camp, responsables de vols à main armée dans la ville proche de Duékoué (International Crisis Group 2011). En l'absence d'enquête judiciaire, les circonstances et le nombre de victimes exacts de l'attaque demeurent inconnus.

Il ne fait aucun doute que l'événement le plus significatif dans la région frontalière au cours de ces dernières années fut la série d'attaques en juin 2012. Le 8 juin 2012, sept soldats de la paix nigériens des Nations Unies et 10 à 15 civils trouvèrent la mort au cours d'une attaque à Taï dans le sud-ouest de la Côte d'Ivoire. Cette attaque initiale fut suivie d'une autre attaque dans les villages frontaliers ivoiriens de Siebloe-Oula et de Tiele-Oula dans la nuit du 11 au 12 juin 2012, au cours de laquelle au moins cinq civils furent tués. On suppose que ces attaques ont été menées par des milices pro-Gbagbo. Toutefois selon d'autres rumeurs, ces attaques auraient été conduites par des mercenaires libériens, un groupe de combattants démobilisés qui soutenaient Ibrahim Coulibaly, un chef de guerre ivoirien. Les attaques attirèrent l'attention de la communauté internationale ; le secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, déclara qu'il était « attristé et indigné » par ces fatalités (BBC 2012). L'attention internationale croissante à la suite des attaques incita une intervention des gouvernements libériens et ivoiriens. La section suivante aborde certaines des réponses politiques face à la violence croissante.

Figure 3.1 Lieux des attaques importantes identifiées dans le Tableau 3.1



Source : adaptée du Programme Alimentaire Mondial (2011).

4 Examen des réponses politiques aux tensions frontalières ivoiriennes-libériennes

Les mécanismes institutionnels existants pour faire face à la violence transfrontalière entre le Liberia et la Côte d'Ivoire sont ponctuels et non viables. Cette section va souligner certaines des récentes stratégies politiques et leurs lacunes et présenter des recommandations pour améliorer les niveaux de sécurité dans les régions frontalières ivoiriennes-libériennes.

Au cours des deux dernières années, les politiques gouvernementales en matière de frontière du Liberia et de la Côte d'Ivoire ont été élaborées en réponse à la pression internationale faisant suite aux attaques à la frontière en juin 2012 au cours desquelles sept soldats de la paix des Nations Unies trouvèrent la mort. La stratégie principale des deux gouvernements est de militariser la zone. Les deux approches se fondent sur différentes perspectives du problème et de ses origines - le Liberia considère qu'il s'agit d'un problème ivoirien et qu'il ne s'agit donc pas d'une priorité politique tandis que la Côte d'Ivoire pense qu'il s'agit d'un problème libérien – et différentes perspectives sur la façon dont traiter le problème. En particulier, la stratégie du gouvernement ivoirien pour la région frontalière n'est pas celle d'un engagement des communautés touchées, mais d'un plan d'incitation financière voué à l'échec et non viable envers les anciens combattants.

4.1 Militarisation

Le 9 juin 2012, juste un jour après la mort des sept soldats de la paix des Nations Unies, le gouvernement libérien lança l'Opération Rendre l'Espoir (ORH) dans le but de sécuriser la frontière poreuse et d'empêcher les rebelles ivoiriens pro-Gbagbo d'utiliser le sol libérien comme base avant de lancer des attaques en Côte d'Ivoire. Une force opérationnelle interarmées (JTF) constituée des Forces Armées du Liberia (AFL), de l'unité d'intervention d'urgence de la Police nationale libérienne (PNL), et du Bureau de l'Immigration et de la Naturalisation, fut envoyée dans la région avec pour mission de patrouiller les 716 km de la frontière libérienne avec la Côte d'Ivoire. En plus de la présence croissante de la force de sécurité, l'ORH décida de fermer la frontière (bien qu'elle fut partiellement ouverte dans le comté de Maryland en septembre 2012 et entièrement ouverte en avril 2013), et de fermer les mines d'or artisanales près de la frontière en raison de leur rôle possible dans le financement des groupes armés. La militarisation libérienne de la région frontalière fut reprise du côté ivoirien avec le déploiement par l'armée d'une force spéciale dirigée par Losseni Fofana. Ceci fut à l'origine de nombreuses critiques émanant des organisations internationales pour les droits de l'homme étant donné que Fofana avait été accusé par certains d'être l'un des commandants militaires ayant organisé les massacres de Bouaké (Côte d'Ivoire) en 2010.

Publiquement, la Mission des Nations Unies au Liberia déclare que l'ORH a réussi à perturber les activités des milices dans la région. Elle observe que, dans les cinq mois suivant le lancement de l'ORH, des caches d'armes furent découvertes dans la forêt de Garleo dans le district frontalier de Konobo, au Liberia. La plus grande saisie, à la mi-juillet 2012, inclut cinq roquettes RPG, 437 munitions pour armes automatiques, 41 chargeurs AK47 vides, deux chargeurs de pistolet vides, 331 munitions AK47 et quatre busters RPG (ce qui est étonnamment faible) (Viban 2012). L'ORH a été félicitée par les Nations Unies pour l'établissement d'une sécurité relative et pour avoir assuré une période de paix relative dans la région frontalière. De fait, le représentant spécial des Nations Unies du secrétaire général Karin Landgren déclara en août 2012 que : « La situation frontalière a suscité une grande attention et de nombreuses inquiétudes et mon impression est que les forces de sécurité libériennes elles-mêmes redoublent leurs efforts en matière de sécurité dans la région » (Viban 2012: 8). Ceci fut réitéré en avril 2013 lorsque Landgren déclara : « En dépit d'un certain nombre de défis, l'opération fait preuve d'une présence crédible et réactive le long de la frontière » (UN Multimedia 2013). Bien que l'ORH ait été largement félicitée par les Nations Unies pour avoir assuré une paix relative dans la région frontalière, le présent rapport suggère que de tels éloges devraient être

nuancés. Les Nations Unies se rapportent à la période de fin août 2012 au début janvier 2013, qui ne compta aucune attaque et qui connut un calme relatif dans la région pendant dix mois, pour preuve du succès de l'ORH. Toutefois, les succès ne devraient pas être exagérés. Premièrement, au cours de l'année précédant les attaques de juin 2012, il y eut quatre attaques d'envergure le long de la frontière libérienne-ivoirienne (Observatoire des Droits de l'Homme 2012a). Par comparaison, au cours de l'année suivant le lancement de l'ORH, il y eut trois attaques importantes en août 2012, janvier 2013 et mars 2013. Les attaques en août 2012 furent particulièrement importantes en ce qu'elles firent partie d'une série d'attaques en Côte d'Ivoire, prouvant que la menace en termes de sécurité était plus complexe que jamais et que les milices adoptaient des stratégies plus sophistiquées (Observatoire des Droits de l'Homme 2012b). Le 13 août 2012, des postes militaires près de Toulépleu à la frontière libérienne furent attaqués, occasionnant la mort d'au moins quatre personnes.

En dépit de la plus grande présence de forces de sécurité, de larges espaces dans les régions frontalières ne sont pas contrôlés. Les deux gouvernements manquent de capacités et de ressources pour surveiller efficacement les « l'arrière-pays », à l'écart de la capitale. Par exemple, dans l'ouest de la Côte d'Ivoire, il est clair que, en l'absence d'officiels gouvernementaux, la majorité des fonctions d'ordre civil dans la région frontalière sont assurées par les Dozos (chasseurs traditionnels) qui n'ont ni la légitimité ni les compétences pour exécuter ces fonctions. Leur rôle est particulièrement problématique étant donné que l'ONUCI les rend responsables de 20 pour cent des violations des droits de l'homme attribuables au FRCI et à leurs forces auxiliaires au cours de la crise 2010-2011 (International Crisis Group 2012). Du côté libérien de la frontière, ce manque de contrôle de la part de l'état est exacerbé par le fait que les communautés locales s'alignent souvent sur un plan ethnique aux combattants ivoiriens.

La région frontalière est également caractérisée par une forêt dense, ce qui rend de vastes secteurs inaccessibles par la route, en particulier au cours de la saison des pluies. Ces problèmes d'accès ne perturbent pas seulement le contrôle étatique, mais compromettent également grandement les opérations transfrontalières des Nations Unies. Comme il a été souligné dans un rapport au secrétaire général : « ni la situation ni le terrain ne permettent des opérations transfrontalières supplémentaires au-delà des patrouilles aériennes conduites par les trois hélicoptères armés que se partagent la MINUL et l'ONUCI » (Conseil de sécurité de l'ONU 2013a: 14). Ceci signifie que ces régions demeurent largement hors de la sphère d'influence des forces de sécurité et fournissent aux milices et aux mercenaires des endroits à partir desquels ils peuvent recruter, assurer l'entraînement et lancer des attaques depuis leurs repaires. Ces inquiétudes sont démontrées par le fait qu'à la suite des attaques de mars 2013 à Zilébly et à Petit Guiglo, en Grand Gedeh, les forces de sécurité retardèrent leurs opérations de recherche dans la région parce qu'elles craignaient que ces dernières fournissent trop de points d'embuscades (Conseil de sécurité de l'ONU 2013a).

Pour exacerber le manque de capacités et de ressources à la disposition des gouvernements respectifs, on a pu observer un déclin de la volonté politique à s'engager dans les régions frontalières compte tenu de la période de calme relatif. De fait, on a pu noter un retrait étendu des opérations de la force opérationnelle interarmées des Nations Unies depuis avril 2013. En moins d'un an suivant la période la plus intense de violence, les forces de sécurité furent repliées vers le centre du pays en dépit des besoins postconflits continus dans leurs régions frontalières. Les forces restantes sont insuffisantes au vu de l'ampleur et de la profondeur du problème. Dans le Grand Gedeh, le seul élément restant de la force opérationnelle interarmées est l'unité d'intervention d'urgence comptant désormais seulement 24 officiers (Conseil de sécurité de l'ONU 2013a). Ce manque de personnel est encore aggravé par un support logistique faible, notamment une grave pénurie en véhicules fonctionnels pour les patrouilles. En conséquence, on craint de plus en plus un vide en matière

de sécurité dans les régions frontalières, où des forces de sécurité en effectif insuffisant sont désormais très mal équipées pour faire face aux incidents futurs. Il est probable que ce vide s'aggrave encore si la MINUL poursuit son processus de retrait militaire. Ainsi, bien que la situation en matière de sécurité le long de la frontière se soit améliorée, le manque d'effectif de sécurité dans la région est très inquiétant au cas où les violences se déchaînent de nouveau.

L'International Crisis Group suggère que la sécurité relative récente dans la région est moins un produit de sécurisation et plus vraisemblablement le résultat du fait que le FPI et d'autres réseaux pro-Gbagbo ne disposent plus de la capacité financière à soutenir les mercenaires libériens (International Crisis Group 2014: 25). Le Groupe ajoute qu'un certain nombre des principaux leaders de la milice ivoirienne ne sont plus actifs. Plus important encore peut-être, Oulai « Tako » Anderson, l'un des leaders les plus actifs de la milice au Liberia, fut tué en mars 2013 à la suite des attaques à Petit Guiglo.

Le présent rapport avance que la stratégie de militarisation utilisée par les gouvernements ivoirien et libérien n'a pas apporté de solution viable aux tensions externes dans les régions frontalières partagées entre les deux pays. Premièrement, et c'est le plus important, il est clair que la situation en matière de sécurité dans la région frontalière demeure fragile et que les violences pourraient reprendre à tout moment. Deuxièmement, bien qu'on ait observé un déclin relatif du nombre d'incidents transfrontaliers depuis la militarisation, ceci est vraisemblablement le produit d'une capacité budgétaire réduite des acteurs qui financèrent les activités des mercenaires libériens.

4.2 Améliorer les relations civile-militaires/police dans les régions transfrontalières

Les forces de sécurité en Côte d'Ivoire et au Liberia jouèrent un rôle central dans le cadre de leur crise respective et ont un lourd passé de brutalités infligées à la population civile et d'abus de pouvoir. Par conséquent, il faudra beaucoup de temps et de travail pour surmonter la méfiance entre les structures de sécurité nationales et les communautés locales dans la région frontalière. Ceci revêt une importance toute particulière au Liberia en raison du fait que le déploiement de l'AFL dans la région frontalière en juin 2012 fut leur premier déploiement majeur depuis leur reformation en 2005. Bien que la communauté internationale ait félicité l'AFL et l'ORH pour avoir prétendument amélioré la sécurité le long de la frontière et bien que d'autres revendiquent que l'aspect le plus important du déploiement réside dans le fait qu'il y ait eu relativement peu de rapports d'intimidation, de harcèlement et d'extorsion, les relations entre les forces de sécurité et les communautés restent médiocres. En Côte d'Ivoire, cet état de fait est aggravé par le déséquilibre du pouvoir entre le FRCI et la gendarmerie, avec en plus la présence des Dozos qui remplissent des fonctions de sécurité locale sans tenir compte des droits de l'homme. En reconnaissant la nécessité d'améliorer leur attitude envers la communauté locale, il semble qu'une tentative ait été effectuée, du moins publiquement, pour restaurer la confiance auprès de la communauté locale.

En effet, bien que la « Phase 1 » de l'ORH fût pratiquement exclusivement de nature militaire, l'objectif de la « Phase 2 » en janvier 2013 s'est progressivement réorienté vers une amélioration de la réputation de l'AFL au sein des communautés frontalières locales. Un aspect clé de cette phase de l'ORH est une interaction plus étroite avec la communauté locale. Le colonel G.O.W Colman, inspecteur général de la police, déclara : « Quels que soient les projets de développement dans lesquels s'étaient engagées la communauté ou l'autorité du comté, nous avons travaillé avec eux pour qu'ils nous perçoivent sous un angle différent d'auparavant. Certains d'entre nous au sein des forces sont aujourd'hui des choristes, des évangélistes, et ont des disciplines différentes, mais c'est l'uniforme qui fait que certaines personnes s'éloignent de nous. Toutefois, nous voulons tout faire pour inverser la stigmatisation causée par l'uniforme » (Morris 2012: 8). Coleman observa qu'au cours de la

« Phase 1 » de l'ORH, les résidents locaux semblaient craindre leur présence ; toutefois, les activités interactives permirent d'améliorer les relations. Cette intention d'interagir étroitement avec la communauté locale se refléta également dans le modèle de plateforme régionale (voir section 4.3) et dans ses initiatives de sensibilisation du public (Sherif et Maina 2013).

Les forces de sécurité ont encore un long chemin à faire avant d'améliorer de manière significative leur réputation auprès de la population, en particulier auprès des communautés frontalières. En effet, une récente étude effectuée par Transparency International révéla qu'au Liberia, plus que tout autre pays dans le monde, les personnes interrogées pensaient que le secteur public était corrompu et un impressionnant 94 pour cent de la population pensait que la police était corrompue (Hardoon et Finn 2013). Bien que les communautés locales pensent que la sécurité s'est améliorée au cours de ces dernières années, la plupart attribuèrent ce fait à la présence militaire de la MINUL plutôt qu'à une plus grande efficacité des services de sécurité locale. Les communautés locales ont développé une dépendance envers la MINUL pour leur sécurité, ce qui rend le processus de retrait en cours de la MINUL encore plus inquiétant. L'écart frappant entre les forces de sécurité nationales et les populations locales est évident dans la région occidentale de la Côte d'Ivoire où la Commission Dialogue, Vérité et Réconciliation, établie à la suite de la crise 2010-2011 pour traiter des abus et promouvoir le dialogue, n'a pas été en mesure d'impliquer les personnes dans des processus de dialogue ni de mettre en œuvre des programmes pour aborder les griefs, les intérêts et les besoins des membres des communautés affectées.

En outre, les récentes recherches au sein des communautés locales des deux côtés de la frontière ont révélé un certain ressentiment envers un état qui considère la sécurité selon un aspect purement physique sans inclure les facteurs sous-jacents socio-économiques et culturels dans les régions frontalières. Nombre de personnes s'entendent pour dire que les efforts déployés pour stabiliser la région frontalière doivent s'étendre au-delà de cette conceptualisation étroite de la sécurité et doivent plutôt traiter les nombreux autres problèmes dans la région tels que les droits fonciers, la responsabilisation des jeunes, l'identité, la propriété, la démobilisation et la réintégration des anciens combattants. Il s'agit d'une opinion que le secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a régulièrement réitérée en déclarant que des « mesures de sécurité seules ne créeraient pas de stabilité à long terme » et qu'un effort concerté devait être déployé pour s'attaquer à la cause profonde du conflit et résoudre les griefs dans la région frontalière (Centre d'information des Nations Unies 2012).

4.3 Augmenter la capacité des services de justice et de sécurité

Le renforcement de la capacité des services de justice est un aspect important dans le cadre du conflit. Les mesures de sécurité ne fonctionneront pas si les principales parties belligérantes ne sont pas correctement jugées pour leurs délits criminels.

Les autorités libériennes furent lentes et s'avèrent inefficaces à répondre au flux de mercenaires et de milices pro-Gbagbo qui passèrent au Liberia au lendemain de la crise électorale de 2010 en Côte d'Ivoire. L'Observatoire des Droits de l'Homme observe que plusieurs mercenaires libériens notoires furent discrètement libérés après leur arrestation initiale, ce qui permit aux militants de continuer à recruter et à se mobiliser le long de la frontière sans réponse efficace de la part des autorités libériennes (Observatoire des Droits de l'Homme 2012a). Toutefois, après les attaques de juin 2012, le gouvernement libérien engagea rapidement des poursuites judiciaires et dès le 15 juin ordonnait l'arrestation de 17 Libériens et Ivoiriens en rapport avec les attaques. Au total, 25 individus furent détenus au Liberia, pratiquement tous dans le comté de Grand Gedeh, à la suite de ces attaques (Conseil de sécurité des Nations Unies 2012b). Par la suite, en juillet 2012, le gouvernement ordonna l'extradition de 41 Ivoiriens soupçonnés d'activités mercenaires.

L'Observatoire des Droits de l'Homme félicita l'action rapide du gouvernement, en déclarant que « le gouvernement libérien a pris des mesures importantes en montrant clairement que les

responsables des attaques dévastatrices à l'encontre des résidents de la frontière ivoirienne et de la mort de sept soldats de la paix des Nations Unies devront rendre compte de leurs actes... les assaillants devraient savoir qu'il n'existe aucun refuge où se soustraire de la justice » (Observatoire des Droits de l'Homme 2012b). Cependant, d'autres se demandent si la procédure établie a bien été suivie et questionnent ce que l'IRIN appelle les « plus brèves audiences du tribunal » (IRIN Afrique 2012). Dans le but de renforcer le service de sécurité et de justice libérien, le gouvernement du Liberia, soutenu par le Fonds de Consolidation de la Paix, s'est engagé sur des plates-formes régionales dans chacune des cinq sous-divisions du pays. L'objectif de ces plates-formes est de décentraliser et d'améliorer l'accès de la population aux services de sécurité et de justice et, dans le même temps de contrer le cynisme, le manque de confiance et le sentiment de marginalisation ressentis par les citoyens hors de Monrovia demandant réparation. Ces plates-formes ont pour but d'adopter une approche globale afin d'améliorer les institutions de sécurité et de justice et de chercher à non seulement améliorer la capacité et l'infrastructure de la police, des tribunaux, du ministère public, des défenseurs publics et des services correctionnels, mais également d'institutionnaliser la coordination entre ces différents services (Keane 2012). Les plates-formes mettent également la priorité sur leurs relations au sein des communautés et, en tant que telles, les initiatives de sensibilisation du public constituent un élément central du projet.

La première plate-forme fut située à Gbarnga et fut inaugurée en février 2013. La plate-forme dessert les comtés de Bong, Lofa et Nimba. Des rapports émanant des officiels dans la région suggèrent que, bien que l'infrastructure nécessaire soit en place, des problèmes logistiques importants demeurent et doivent être résolus. Pour exemple, seulement deux ou trois mois après l'ouverture de la plate-forme à Gbarnga, il fut estimé que 60 pour cent des membres du personnel avaient quitté le site en raison de problèmes au niveau du système d'eau (Sherif et Maina 2013). Par conséquent, bien que le modèle de plate-forme régionale ait un gros potentiel, il semble largement inefficace sous sa forme actuelle.

Le président libérien, Ellen Johnson-Sirleaf, déclara le 27 janvier 2014 que « la construction des plates-formes 2 et 3, à Zwedru et à Harper respectivement, commencerait bientôt » et que les deux seraient opérationnelles vers la fin de l'année (Front Page Africa 2014). Il s'agit d'informations encourageantes, car ces deux plates-formes seront mieux placées que celle de Gbarnga pour gérer l'isolement, l'inaccessibilité et l'insécurité le long de la frontière libérienne-ivoirienne. Toutefois, afin d'obtenir des résultats tangibles, la mise en œuvre et la gestion des plates-formes doivent être plus efficaces et plus inclusives que celles de la plate-forme 1. De plus, pour les populations des zones frontalières rurales et difficiles d'accès avec des moyens limités, le coût d'accès aux plates-formes dans les centres de district peut s'avérer un obstacle. Les initiatives en matière de dialogue et de paix sont toujours nécessaires afin d'offrir des moyens accessibles pour demander réparation et en tant qu'alternative à la violence.

4.4 Réponse régionale en matière de sécurité et de paix

On observe depuis longtemps que le problème de sécurité aussi bien au Liberia qu'en Côte d'Ivoire ne peut être résolu isolément du reste de la région et, par conséquent, une approche régionale est primordiale pour résoudre le problème de l'insécurité au sein des deux pays et entre ces derniers. L'UFM est idéalement placée pour mettre en œuvre des initiatives de sécurité communes à travers toute la sous-région. Au début 2012, l'UFM établit les Unités de Sécurité des Frontières et de Renforcement de la Confiance (JBSCBU) avec des Commissions Mixtes sur la Sécurité des Frontières (JBSC) en 12 endroits dans la sous-région. Les unités furent établies pour s'assurer que les dispositions du 15^e Protocole de l'UFM fussent mises en œuvre avec la participation et la contribution des citoyens des frontières des sous-régions. Des 12 JBSCBU, quatre furent établies pour desservir la frontière Liberia-Côte d'Ivoire aux endroits suivants :

- Toulépleu (Côte d'Ivoire) et Toe Town (Liberia);
- Danane (Côte d'Ivoire) et Yekepa (Liberia) – cette unité dessert également la frontière avec la Guinée, qui est située à Lola ;
- Tabou (Côte d'Ivoire) et Harper (Liberia);
- Taï (Côte d'Ivoire) et Galeo (Liberia).

Les fonctions des JBSCBU incluent les patrouilles frontalières communes ; la promotion de bonnes relations entre les populations des régions frontalières par l'intermédiaire d'activités culturelles, sociales et sportives ; l'échange d'informations, le contrôle et le reporting des activités de sécurité frontalières auprès d'un président d'un comité technique; et la résolution des cas bénins de violation de la sécurité frontalière dans leur région. Selon le 15e Protocole, les JBSCBU comprennent des représentants des communautés, y compris les jeunes et les femmes, ainsi que des responsables aux frontières de la police, des douanes et des officiers de district.⁴⁴ Les unités ont pour objectif de se rencontrer le plus fréquemment possible et pas moins d'une fois par mois.

En s'adressant au personnel de la MINUL, il est cependant clair que ces JBSCBU ne fonctionnent pas à leur plein potentiel. Bien qu'elles aient été constituées en 2000 par l'UFM, elles n'ont ouvert qu'en 2012 ; leur potentiel reste par conséquent largement inexploré. Cependant, certaines difficultés sont déjà observables. Dans la pratique, les JBSCBU incluent des représentants des agences locales – frontière et immigration, police, armée, lutte antidrogue, autorités du comté – qui sont supposés rendre compte à leur ministère parent tel que le ministère des Affaires Étrangères, de la Justice et de la Défense. Toutefois, les officiels des ministères centraux ont des responsabilités de reporting vagues et incertaines par rapport à l'UFM et ce lien doit donc être renforcé pour améliorer l'efficacité des unités. Par ailleurs, les unités manquent de capacités et de moyens pour fonctionner de manière efficace et l'UFM elle-même manque cruellement de ressources et pourrait réclamer un soutien afin d'être en mesure de soutenir le fonctionnement des JBSCBU.

⁴ Le 15^e Protocole de l'UFM prévoit la participation des personnes suivantes aux JBSCBU : 1) les officiers de district des districts frontaliers dans les cas de la Sierra Leone et du Liberia, et les « sous-préfets » dans le cas de la Guinée ; 2) les chefs suprêmes ou leurs homologues dans les régions frontalières ; 3) les officiers supérieurs de la police et/ou de l'immigration dans les régions frontalières ; 4) l'officier supérieur des douanes au poste frontière ou son équivalent ; 5) le garde-frontière en chef ; 6) l'officier commandant d'armée à la frontière ; 7) le représentant des jeunes à la frontière ; 8) la représentante des femmes à la frontière ; et 9) le président du Comité de Développement Rural en Guinée, ou son équivalent dans les autres états membres.

4.5 Côte d'Ivoire : incitations à la non-violence

Au début de l'année 2013, le gouvernement de Côte d'Ivoire initia une stratégie fournissant des incitations financières aux commandants combattants ivoiriens dans l'espoir que ceci les encourageait à cesser les attaques transfrontalières (Conseil de sécurité des Nations Unies 2013c). La stratégie incluait également la réinstallation des éléments miliciens ivoiriens résidant au Liberia dans la région de Moyen-Cavally, en Côte d'Ivoire (Conseil de sécurité des Nations Unies 2013c: 14). Le Groupe d'Experts des Nations Unies sur le Liberia déclara que ceci avait « probablement servi » de facteur important visant à décourager les attaques transfrontalières (*ibid.*: 14). Ils suggérèrent que ceci avait amélioré le recueil des informations et créé la confusion au sein des mercenaires et de la milice ivoirienne au niveau des identités des éventuels agents gouvernementaux.

Toutefois cette stratégie basée sur l'incitation ne semble pas être une méthode viable pour augmenter la stabilité dans la région frontalière. Les versements, qu'on estime entre 2000 et 8000 dollars, ne sont pas suffisants pour avoir un impact durable, signifiant que la plupart des combattants restent démunis et sans autres moyens de subsistance (Conseil de sécurité des Nations Unies 2013c). Par conséquent, les commandants restent vulnérables au recrutement futur par le plus offrant et, à ce titre, sont particulièrement vulnérables au financement d'autres parties. En outre, il est difficile de dire si les commandants ont réinvesti l'argent en achetant plus d'armes et de munitions, ce qui pose des risques potentiellement plus élevés pour l'avenir. Il est aussi préoccupant que les commandants qui n'avaient pas bénéficié d'incitations financières ivoiriennes exprimèrent leur souhait auprès du Groupe d'Experts des Nations Unies de lancer plus d'attaques dans la région frontalière avec pour objectif spécifique de montrer au gouvernement ivoirien qu'ils pouvaient eux aussi menacer la sécurité frontalière et qu'ils méritaient par conséquent de bénéficier des incitations financières du gouvernement (Conseil de sécurité des Nations Unies 2013c).

4.6 Réunions de politique et coopération

Au cours de ces quelques dernières années, on a pu observer des appels et des engagements répétés relatifs à l'amélioration de la coopération entre les forces de sécurité libériennes et ivoiriennes afin de répondre aux incidents de sécurité dans la région. Cependant, hormis une série de manœuvres communes le long du fleuve Cavally en décembre 2012, il semble y avoir peu de preuves que ces engagements ont été respectés et c'est uniquement au cours de la réunion suivante que le sujet de la coopération revient sur le devant de la scène.

Depuis avril 2013, il y a eu deux réunions quadripartites entre les gouvernements libérien et ivoirien et leurs missions des Nations Unies respectives : la première en avril et la seconde en juin 2013. Auparavant, une réunion d'urgence fut organisée en mars 2012 en réponse aux attaques à Tai. En octobre 2013, la MINUL et l'ONUCI soutinrent les deux gouvernements pour organiser une conférence de paix et de réconciliation avec les chefs traditionnels des deux côtés de la frontière à Zwedru dans le sud-est du Liberia. Chacune de ces réunions semble avoir proposé un ordre du jour différent et se solda invariablement par un engagement visant à renforcer leurs frontières par l'intermédiaire d'une meilleure coopération, pour mettre en œuvre une stratégie commune afin de soutenir le désarmement et le rapatriement des éléments armés étrangers des deux côtés, ainsi que le retour volontaire des réfugiés (Conseil de sécurité des Nations Unies 2012b ; UN News Centre 2013; *The Analyst* 2013).

De façon similaire, depuis avril 2006, les officiels frontaliers des deux côtés organisent des réunions mensuelles initialement facilitées par La MINUL et l'ONUCI. L'objectif de ces réunions, du nom de code Opération MAYO, est de présenter les questions de sécurité qui ont été identifiées et de développer une stratégie coopérative afin de gérer ou d'éviter les tensions. En juin 2012, ce concept fut revitalisé pour organiser des réunions deux fois par mois et pour élaborer une cartographie commune de la frontière. Toutefois, comme pour les réunions de

plus haut niveau, l'opération MAYO n'a pas réussi à produire de point d'action réel et perd actuellement de sa crédibilité (Mohammed 2013).

Comme indiqué plus haut, la conférence du 16 au 19 octobre 2013, impliquant 108 chefs et anciens des deux côtés de la frontière libérienne-ivoirienne à Zwedru, dans le comté de Grand Gedeh County, avait pour objectif d'améliorer la coopération, la collaboration et la coordination entre les deux parties, de renforcer les échanges d'informations entre les autorités civiles et de sécurité dans les régions frontalières des deux pays et de consolider la consolidation de la paix et la stabilité globale dans la région. Toutefois, bien que ce genre de réunion ait un potentiel indubitable, on a le sentiment que la réunion a été entravée par la présence des présidents libérien et ivoirien, qui détournèrent l'attention des officiels dont l'objectif premier était d'élaborer des stratégies pour les comités communs. De fait, le résultat le plus important de cette réunion fut un plaidoyer visant à établir un groupe de travail technique. Toutefois, de manière significative, celui-ci fut chargé de la mise en œuvre des recommandations et résolutions à partir des réunions ultérieures. Par conséquent, ce groupe technique ne remplira finalement aucune fonction jusqu'à la suivante série de réunions et semble être un moyen de proclamer de plus hauts niveaux de coopération sans véritablement réaliser quoi que ce soit de tangible.

Le manque persistant de coordination entre les gouvernements du Liberia et de la Côte d'Ivoire fut illustré en mai 2013 lorsque les officiels du gouvernement de la Côte d'Ivoire furent détenus dans le comté de Grand Gedeh au cours d'un programme de sensibilisation (Conseil de sécurité des Nations Unies 2013b). Le 20 mai, une délégation d'officiels ivoiriens, deux anciens combattants ivoiriens et un certain nombre de gendarmes ivoiriens en civil entrèrent au Liberia afin de sensibiliser les réfugiés ivoiriens, les commandants de milice et les anciens leaders politiques du FPI au programme de « l'Autorité pour le Désarmement, la Démobilisation et la Réintégration » (ADDR). Toutefois, le gouvernement libérien n'avait pas été informé de ce programme de sensibilisation et s'inquiéta de l'identité et des intentions du groupe, compte tenu notamment des rumeurs très répandues de recrutement de miliciens et de mercenaires pour des attaques transfrontalières dans la région. En conséquence, la délégation fut arrêtée le 23 mai et déportée le jour suivant. Ce qui peut-être l'aspect le plus alarmant de cette anecdote est que le manque de communication entre le Liberia et la Côte d'Ivoire s'étend au-delà des gouvernements. En dépit du fait que les missions des Nations Unies respectives de la Côte d'Ivoire et du Liberia réitérèrent constamment la nécessité d'une plus grande transparence et d'une meilleure coordination entre les deux états, il semble que les membres de l'ONUCI qui faisaient partie de cette délégation n'avaient pas non plus informé la MINUL de cette mission.

À titre d'indication supplémentaire du manque de coordination entre les gouvernements ivoirien et libérien, il apparaît que le gouvernement libérien n'était pas informé de la stratégie du gouvernement ivoirien visant à fournir des incitations financières aux réfugiés et aux miliciens. Le manque de confiance entre les deux parties est indiqué par le fait que le gouvernement ivoirien déclara au Groupe d'Experts des Nations Unies qu'il avait secrètement mis en œuvre la nouvelle stratégie, car il pensait que le gouvernement libérien avait géré la question des mercenaires de manière totalement inefficace et qu'il craignait que les forces de sécurité libériennes ne détournent les fonds et compromettent l'opération (Conseil de sécurité des Nations Unies 2013c). En juin 2013, le gouvernement libérien commença à s'inquiéter de l'éventualité d'attaques transfrontalières imminentes en raison du financement irrégulier des mercenaires libériens ; il s'avéra que le gouvernement ivoirien avait en fait effectué ces paiements (Conseil de sécurité des Nations Unies 2013c). Ce manque de coordination eut pour résultat un examen inutile de ces paiements par le gouvernement libérien. De manière plus significative, ceci aurait pu aggraver les tensions dans la région frontalière entre les forces de sécurité et les communautés locales si ceci avait donné lieu à un programme de sécurité plus rigoureux.

5 Quelques défis en matière de sécurité frontalière

5.1 Processus incomplet de désarmement, de démobilisation et de réintégration (DDR)

Le processus incomplet et inefficace de démobilisation et de réintégration demeure une question cruciale, surtout du côté libérien. Il ne fait pratiquement pas de doute que les anciens combattants au Liberia, en particulier en Grand Gedeh et River Gee, ne furent pas démobilisés ni réintégrés et que, dans les régions où ils l'ont été, le programme n'a pas été correctement mis en œuvre. Contrairement à d'autres pays sortant d'un conflit, le Liberia n'a pas absorbé les anciens combattants dans les forces de sécurité d'après-guerre. Au lieu de cela, le gouvernement a choisi de réformer entièrement les forces armées pour tenter de les dissocier de la guerre civile. Ceci a résulté en un nombre relativement élevé d'anciens combattants sans emploi qui demeurent aliénés, négligés, privés d'autonomie et susceptibles de commettre des actes de violence. L'autonomisation et l'emploi des anciens combattants, bien que nécessaire, demeurent un défi pour le Liberia. Le pays doit faire de la réintégration des anciens combattants une priorité, car l'échec de l'état quant à la réintégration économique de cette catégorie de personnes a le potentiel d'aggraver la fragilité de la sécurité du pays. En ce qui concerne la région frontalière, les zones minières en Grand Gedeh sont des centres d'exploitation, de trafic et de mobilisation potentiels pour amener les jeunes adultes à participer à de futurs conflits si l'occasion se présente. En outre, « les armes cachées dans la région frontalière, notamment dans la région de Tai-Tempo et de River Gee-Gpabet continuent de représenter une menace pour la stabilité » (Barriere et Gray 2012: 6).

Du côté ivoirien de la frontière, le programme DDR est également problématique. Il existe une inquiétude populaire largement répandue selon laquelle seuls les anciens combattants affiliés au gouvernement de l'époque de la crise, y compris les anciens membres de la Force Nouvelle, bénéficieront du programme, en dépit du fait que le gouvernement ait stipulé que tous les anciens combattants, y compris les éléments pro-Gbagbo, pourraient bénéficier du programme. L'autre problème majeur est que le processus DDR est uniquement centré sur la capitale. Selon les communiqués de presse du Centre d'Informations des Nations Unies, la collecte des armes se poursuit depuis juin 2012 et environ 1300 armes ont été récupérées auprès de 2000 combattants (Centre d'Informations des Nations Unies cité dans Barriere et Gray 2012). Ce n'est que récemment que le bureau du DDR a ouvert ses locaux régionaux dans la région occidentale de la Côte d'Ivoire.

5.2 Réfugiés

Depuis avril 2013, les gouvernements ivoirien et libérien, le HCR et les ONG encouragent les réfugiés ivoiriens au Liberia à revenir. Selon le HCR, les violences occasionnelles dans la région frontalière occidentale de la Côte d'Ivoire ont entraîné le déplacement d'environ 2500 réfugiés vers le Liberia en 2013. Vers la fin de l'année 2013, par l'intermédiaire d'un processus de rapatriement volontaire, environ 30.000 Ivoiriens au total étaient revenus. Le HCR a pour projet d'aider 11.000 Ivoiriens à rentrer chez eux en 2014. Bien que la sécurité dans les régions frontalières semble s'être améliorée, il y a encore un nombre important de réfugiés ivoiriens au Liberia. Ils sont nombreux à revenir, mais certains expriment encore leur crainte du retour en raison des problèmes de sécurité. Par conséquent, l'insécurité personnelle des réfugiés demeure.

Certains rapatriés déclarent qu'à leur retour, les terres avaient été saisies et qu'elles étaient protégées par des Dozos armés qui interdisaient l'accès à la terre. Selon le projet du Conseil Norvégien pour les Réfugiés en 2012, 50 pour cent des personnes interrogées engagées dans des litiges fonciers ont déclaré avoir subi des violences associées. De plus, les réfugiés

s'inquiétaient de leurs propres droits fonciers, avec l'intime conviction que leur terre avait été vendue à des agriculteurs commerciaux.

5.3 Sécurité alimentaire et moyens de subsistance

De nombreux jeunes dans les régions frontalières manquent de moyens de subsistance durables et ceux-ci sont susceptibles d'être entraînés éventuellement dans des conflits violents. Les conflits au niveau de la terre et les problèmes de cohésion sociale perdurent également des deux côtés de la frontière. La porosité de la frontière entre les deux pays facilite les mouvements transfrontaliers humains et de marchandises, mais, en raison de pratiques corrompues et d'un manque de gouvernance, ceci fournit un environnement propice aux activités illicites, notamment le mouvement des groupes armés. Barriere et Gray (2012) ont fait valoir que les inquiétudes en matière de sécurité et les tensions existantes sont exacerbées par l'insécurité alimentaire et les tensions concernant les terres. La région frontalière le long du fleuve Cavalla est riche en ressources naturelles, notamment en or, diamants et bois. Avec de nombreux points d'eau à travers la région et un accès direct à l'océan, le sol est fertile et les poissons foisonnent dans ses rivières et ses lacs. En dépit de sa richesse naturelle et de ses terres fertiles, la sécurité alimentaire demeure une grande inquiétude dans la région. Les éléments de preuve rassemblés par l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) en 2012 révèlent la manière dont l'insécurité alimentaire et sociale est liée aux problèmes de conflit foncier et à la faible cohésion sociale qui persistent à travers toute la région.

Au début de mai 2012, les représentants des ONG, y compris le Conseil Norvégien pour les Réfugiés, le Conseil Danois pour les Réfugiés et les agences des Nations Unies en Côte d'Ivoire et au Liberia – à savoir la FAO et le Programme Alimentaire Mondial (WFP) – se sont réunis à Monrovia pour discuter de nouvelles approches quant aux interventions de sécurité alimentaire le long de la frontière ivoirienne-libérienne. Au cours de cette réunion, huit actions transfrontalières définissant une nouvelle approche en matière de sécurité alimentaire le long de la frontière ivoirienne-libérienne firent l'objet d'un accord. En mars 2013, un plan d'action fut élaboré pour la sécurité alimentaire et l'alimentation pour le Liberia et la Côte d'Ivoire pour la période 2013–2016.⁵⁵ On espère que ce plan ne se concentrera pas seulement sur des investisseurs internationaux, mais qu'il soutiendra également les initiatives locales ainsi que les investisseurs nationaux.

⁵ Voir www.fao.org/emergencies/resources/documents/resources-detail/en/c/176102/#sthash.nF3pqUOt.dpuf.

6 Conclusions et recommandations

6.1 Conclusions

La tension externe émanant des attaques violentes dans la région frontalière ivoirienne-libérienne prend ses racines dans un long passé de violences, de tensions ethniques, de problèmes fonciers et de crise politique dans la région. Des mesures de sécurité seules ne peuvent pas résoudre le problème complexe des moteurs et des causes sous-jacentes des tensions qui nécessite une analyse soignée et des stratégies cohérentes pour une réponse politique efficace. Des réponses gouvernementales et internationales sont nécessaires et elles doivent aborder le problème des flux de réfugiés, des processus DDR inachevés et d'inaccessibilité de la région, ainsi que les griefs de la population locale, notamment au niveau des droits fonciers, de l'accès aux ressources naturelles et du chômage.

Toutefois, les interventions ont jusqu'à présent souffert d'un manque de coordination et de coopération cohérentes de la part des gouvernements du Liberia et de la Côte d'Ivoire, et leurs priorités et stratégies en matière de gestion des tensions diffèrent. Deux réunions communes facilitées par l'ONUCI et la MINUL pour permettre l'élaboration de stratégies de réponse conjointes n'ont entraîné aucun effort de coopération ou de collaboration spécifique envers un changement. Un engagement plus solide des deux gouvernements est nécessaire pour coordonner les réponses aux insécurités partagées dans la région frontalière.

Le soutien et l'engagement de l'UFM et de la CEDEAO sont également la clé du succès des efforts déployés par les Nations Unies pour amener les gouvernements du Liberia et de la Côte d'Ivoire à s'entendre sur des politiques et des stratégies à long terme. Un changement dans l'approche de la sécurité humaine pour répondre aux besoins économiques et sociaux plus larges des communautés affectées permettrait à la société civile et aux acteurs de la communauté de s'informer et de s'engager en matière de conception et de contrôle des interventions nationales et internationales de manière cohérente.

6.2 Recommandations

Les recommandations suivantes présentées aux gouvernements du Liberia et de la Côte d'Ivoire, aux Nations Unies et aux autres acteurs internationaux et locaux découlent de l'analyse présentée dans ce rapport :

6.2.1 Collaboration transfrontalière

Stratégies d'interventions militaires et civiles

Les perceptions quant à la sécurité et la sûreté dépendent non seulement de l'infrastructure, mais sont également grandement déterminées par le niveau de confiance du citoyen envers les fournisseurs de sécurité. L'absence de cette confiance entre la communauté et les forces de sécurité est un problème important, non seulement dans les régions frontalières, mais également à travers le Liberia et la région occidentale de la Côte d'Ivoire.

- Les forces de sécurité des deux pays devraient recevoir une formation des Nations Unies en matière de relations civiles-militaires – si possible, conjointement. Les OSC qui, dans de nombreux cas, travaillent avec les communautés locales, jouissent de leur confiance et entretiennent avec ces dernières de bonnes relations devraient être impliqués dans des programmes de formation afin d'établir des relations durables au-delà de leur influence directe.
- Les projets de sensibilisation communs des forces libériennes qui sont financés par les Nations Unies avec l'implication de la communauté devraient être moins ponctuels et soutenus d'une manière plus cohérente.

- Le rôle précieux que peut jouer la société civile dans le contrôle des performances des forces de sécurité dans la région suite à la formation proposée et dans le rapprochement entre les communautés et les forces de sécurité, doit être reconnu et soutenu.

Coopération et coordination bilatérales

Une coopération et une coordination plus solides des stratégies d'intervention sont nécessaires de la part des gouvernements du Liberia et de la Côte d'Ivoire.

- Les réunions de sécurité frontalière communes devraient être rehaussées par des patrouilles de sécurité frontalière communes cohérentes et le partage de l'information. Un fonctionnement plus efficace des comités de sécurité communs de l'UFM permettrait de soutenir cette approche.
- Un plus grand soutien de la part des gouvernements du Liberia et de la Côte d'Ivoire est nécessaire pour des réunions de conseil communes plus régulières et plus soutenues des chefs traditionnels.
- Les réunions de l'opération MAYO devraient être réexaminées afin d'améliorer la mise en œuvre de stratégies communes. La cartographie commune des menaces en matière de sécurité et de stratégies actuelles pourrait améliorer le fonctionnement des initiatives frontalières communes.

Engagement stratégique avec les anciens combattants/miliciens

Les griefs et les intérêts des anciens combattants et miliciens ne devraient pas être ignorés dans le cadre d'une stratégie globale afin de gérer les tensions transfrontalières.

- Les gouvernements libérien et ivoirien doivent s'engager envers les anciens combattants et miliciens d'une manière stratégique et à long terme afin de répondre à leurs besoins et intérêts et de leur donner la capacité et l'opportunité de s'adapter et de devenir des citoyens actifs dans leur pays respectif.
- Les unités des affaires civiles des Nations Unies au Liberia et en Côte d'Ivoire, en collaboration avec les OSC disposant d'une bonne expérience en matière de relations avec les groupes armés, pourraient faciliter le dialogue avec les anciens combattants/miliciens afin d'élaborer des programmes de formation et de transformation pour le soutien du gouvernement.

Engager et impliquer les communautés locales

Le fait d'impliquer les membres des communautés touchées dans les décisions qui les affectent leur offre la possibilité d'exprimer leurs préoccupations et de formuler leurs griefs de manière non violente en tant que citoyens. La MINUL et L'ONUCI ont une grande expérience en matière de collaboration avec les communautés affectées et avec les ONG au sein de ces communautés.

- Le surintendant au Liberia et le préfet en Côte d'Ivoire ont tous deux des rôles potentiels et communs à jouer dans le cadre de la gestion des tensions et des violences communautaires, lorsque les chefs ne sont pas en mesure de le faire, en conduisant une médiation des griefs au niveau communautaire. Leur capacité de convoquer et de gérer des « comités de réconciliation » informels serait améliorée grâce à une formation en matière de médiation.
- Les missions de l'ONU, de l'UE et de donateurs doivent être en contact plus direct avec les populations locales dans le cadre de l'élaboration et de l'examen des réponses et de la programmation pour la région, ainsi que du contrôle continu de la situation en matière de sécurité.

Coordination des interventions nationales

La coordination des interventions entre le Liberia et la Côte d'Ivoire est largement restreinte au niveau du gouvernement national et aux réunions sur le protocole et la forme, plutôt que sur la mise en œuvre. Des relations de travail et des prises de décisions entre les homologues des ministères libériens et ivoiriens sont nécessaires.

- Des réunions interministérielles au niveau de la région et du district entre, par exemple, les officiels des ministères respectifs de l'Intérieur ou des Affaires Étrangères pourraient être mandatées pour planifier des programmes communs au niveau régional avec les communautés locales des deux côtés de la frontière.
- Afin d'améliorer l'efficacité d'une telle initiative, la cartographie commune des comités et initiatives existants, en particulier du côté ivoirien, s'avérerait être une première étape utile.
- Plutôt que d'établir des institutions parallèles pour la mise en œuvre des initiatives et des idées, les gouvernements devraient explorer des partenariats avec les OSC existants disposant de contacts et de relations dans la région.

6.2.2 Soutien de l'UFM

L'élaboration d'une stratégie de sécurité régionale par l'UFM et la CEDEAO avec le soutien du Fonds Africain de Développement, des Nations Unies et de l'Union Européenne avec pour objectif de fournir un cadre complet pour la gestion des problèmes courants et transfrontaliers, est une initiative véritablement nécessaire et souhaitable, mais qui réclame l'engagement total des gouvernements régionaux et des acteurs multilatéraux pour sa mise en œuvre efficace.

6.2.3 Gouvernement du Liberia

Les implications de la réduction continue de la présence militaire des Nations Unies se ressentent déjà dans les régions frontalières. Le gouvernement du Liberia doit prendre des mesures pratiques afin de s'assurer que la réduction de la MINUL ne cause pas un vide sécuritaire dans la partie sud-est du pays. La décentralisation des mécanismes de sécurité et de justice au niveau du comté est un changement potentiellement positif en vue d'améliorer l'accessibilité à la justice et à la protection des citoyens libériens, contribuant ainsi à la sécurité et à la confiance des citoyens en leur gouvernement.

- Un soutien doit être fourni au gouvernement du Liberia pour examiner la capacité de ses forces de sécurité nationales afin de répondre aux tensions et à la violence.
- Le gouvernement doit renforcer et soutenir les systèmes de sécurité et justice nationaux pour une relève efficace de la MINUL. Ceci inclut un engagement en matière de dotation de personnel et de ressources à long terme pour les plates-formes régionales.
- Une décentralisation efficace des mécanismes de sécurité et de justice est vitale pour répondre aux attentes des citoyens et à leurs besoins en matière de sécurité et de justice ; des moyens pour assurer l'inclusion dans le processus sont primordiaux.
- Des incitations financières pour les groupes armés peuvent offrir une stratégie à court terme en vue d'améliorer la sécurité frontalière ; toutefois, celles-ci s'avèrent inefficaces à faire face aux menaces en matière de sécurité et, en tant que telles, doivent être stoppées. Le soutien financier devrait plutôt être canalisé à travers des programmes de moyens de subsistance stratégiques qui puissent répondre aux besoins économiques et sociaux des anciens combattants, des anciens miliciens et d'une communauté frontalière plus large.

6.2.4 Gouvernement de la Côte d'Ivoire

Le processus de réconciliation en Côte d'Ivoire ne s'est pas étendu au-delà des politiques de niveau national et le dialogue politique est au point mort ; la violence transfrontalière et les réponses du gouvernement actuel ne peuvent pas être séparées du processus de réconciliation politique global. La réforme du secteur de la sécurité s'est également avérée lente et les réseaux affiliés au précédent gouvernement existent toujours au-delà des frontières du pays dont l'objectif est de déstabiliser le gouvernement actuel.

- Les processus de réconciliation devraient être étendus aux régions occidentales du pays afin d'aider les communautés à résoudre certains des problèmes en litige, tels que les litiges fonciers et les droits fonciers, ainsi que les questions d'identité ethnique et les divisions politiques enracinées.
- Un nouveau règlement politique inclusif en Côte d'Ivoire est nécessaire ; l'idée d'un processus de dialogue national devrait être explorée en tirant parti d'un accroissement de l'expérience et de l'expertise internationales dans cette région.
- Tout dialogue politique devrait impliquer la diaspora ivoirienne dans la région au sens large et dans les capitales européennes afin de soutenir le processus de réconciliation au niveau du pays.

6.2.5 Nations Unies

- Les Nations Unies doivent examiner le retrait de la MINUL et mettre des mécanismes en place pour résoudre les problèmes de sécurité qui émergent aux stades de sa transition.
- Les Nations Unies doivent envisager l'inclusion d'éléments bilatéraux dans les mandats de la MINUL et de l'ONUCI afin d'améliorer leur coordination et leur coopération.
- Un examen devrait inclure une stratégie à long terme accompagnée de mesures visant combler les lacunes au niveau de la capacité des forces de sécurité nationales afin de gérer les situations postconflituelles, notamment les tensions politiques et les mouvements des groupes armés à travers la frontière.

6.2.6 Société civile

Les OSC et les réseaux régionaux peuvent jouer un rôle vital dans l'amélioration de la sécurité frontalière en traitant les tensions sous-jacentes comme il est souligné dans les recommandations précédentes. D'autres idées quant à leur rôle incluent les points suivants :

- Contrôle des moteurs et des tendances de l'insécurité, et agissement en tant que plateforme de plaidoyer pour des messages adressés aux acteurs politiques au niveau national, régional et international.
- Les OSC basés dans les capitales doivent étendre leurs activités aux régions frontalières afin de soutenir les activistes civiques au sein de la communauté et individuels opérant dans la région. Les domaines sur lesquels travailler incluent les droits de l'homme, la paix et la sécurité, l'agriculture et les moyens de subsistance.
- Les donateurs devraient assurer un soutien pour que cette extension puisse s'effectuer, compte tenu des coûts d'exploitation dans la région, des communications médiocres et des problèmes de sécurité.

Références

Allouche, J. and Zadi Zadi, P.A. (2013) 'The Dynamics of Restraint in Côte d'Ivoire', *IDS Bulletin* 44.1: 72–86

Aning, K. and Atta-Asamoah, A. (2011) 'Military Challenges and Threats in West Africa', in H.G. Brauch *et al.* (eds) *Coping with Global Environmental Change, Disasters and Security*, New York: Springer-Verlag Berlin Heidelberg: 339–51

Barriere, C. and Gray, P. (2012) *Cross Border Assessment between Liberia and Côte D'Ivoire: January and February 2012 – Security, Stabilization & Food Security*, UNDP Liberia

BBC (2013) *Ivory Coast 'Targeted Laurent Gbagbo Allies' in Ghana*, 2 December, www.bbc.co.uk/news/world-africa-25187136 (consulté le 25 mars 2014)

BBC (2012) *Ivory Coast Ambush: Seven UN Peacekeepers Killed*, 8 June, www.bbc.co.uk/news/world-africa-18376625 (consulté le 25 mars 2014)

Berman, E.G. and Florquin, N. (2005) 'Côte d'Ivoire', in N. Florquin and E.G. Berman (eds) *Armed and Aimless: Armed Groups, Guns, and Human Security in the ECOWAS Region*, Geneva: Small Arms Survey

Bosker, M. and de Ree, J. (2010) *Ethnicity and the Spread of Civil War*, CEPR Discussion Paper DP8055, http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=1711068 (consulté le 16 mai 2014)

FAO (2012) *Action Plan for Crossborder Food Security and Nutrition in Côte d'Ivoire – Liberia 2013–2016*, Food and Agriculture Organization, www.fao.org/fileadmin/user_upload/emergencies/docs/ActionPlan_ENG.pdf (consulté le 16 mai 2014)

Front Page Africa (2014) '*Consolidating Processes of Transformation*': Sirleaf's 9th State of Nation Address, 27 January, www.frontpageafricaonline.com/index.php/op-ed/speeches-remarks/518-consolidating-processes-of-transformation-sirleaf-s-9th-state-of-nation-address (consulté le 16 mai 2014)

Hardoon, D. and Finn, H. (2013) *Global Corruption Barometer 2013*, Transparency International, www.transparency.org/gcb2013 (consulté le 16 mai 2014)

Human Rights Watch (2012a) *A Long Way From Reconciliation: Abusive Military Crackdown in Response to Security Threats in Côte d'Ivoire*, USA: Human Rights Watch, www.hrw.org/reports/2012/11/18/long-way-reconciliation (consulté le 25 mars 2014)

Human Rights Watch (2012b) *Liberia: Strong Action on Justice for Border Attacks*, 19 June, www.hrw.org/news/2012/06/19/liberia-strong-action-justice-border-attacks (consulté le 16 mai 2014)

International Crisis Group (2014) *Côte d'Ivoire's Great West: Key to Reconciliation*, Africa Report 212, Dakar/Brussels: ICG

International Crisis Group (2014) *Côte d'Ivoire : le Grand Ouest, clé de la Reconciliation*, Rapport Afrique 212, www.crisisgroup.org/fr/regions/afrique/afrique-de-louest/cote-divoire/212-cote-divoire-s-great-west-key-to-reconciliation.aspx

International Crisis Group (2012) *Côte d'Ivoire: Defusing Tensions*, Africa Report 193, [www.crisisgroup.org/~media/Files/africa/west-africa/cote-divoire/193-cote-divoire-defusing-tensions-english.pdf](http://www.crisisgroup.org/~/media/Files/africa/west-africa/cote-divoire/193-cote-divoire-defusing-tensions-english.pdf) (consulté le 16 mai 2014)

International Crisis Group (2012) *Côte d'Ivoire: Faire Baisser la Pression*, Rapport Afrique 193, www.crisisgroup.org/fr/regions/afrique/afrique-de-louest/cote-divoire/193-cote-divoire-defusing-tensions.aspx

International Crisis Group (2011) *A Critical Period for Ensuring Stability in Côte d'Ivoire*, Africa Report 176, Dakar/Brussels: ICG

International Crisis Group (2011) *Une Période Critique pour Stabiliser la Côte d'Ivoire*, Rapport Afrique 176, www.crisisgroup.org/fr/regions/afrique/afrique-de-louest/cote-divoire/176-a-critical-period-for-ensuring-stability-in-cote-divoire%20.aspx

IRIN Africa (2012) *Côte d'Ivoire-Liberia: 'There is no way I could go back'*, 19 July, www.irinnews.org/fr/report/95901/Côte-d-ivoire-liberia-there-is-no-way-i-could-go-back (consulté le 25 mars 2014)

IRIN Africa (2007) *Liberia: Idle Fighters Cause Concern*, 9 January, www.irinnews.org/report/64334/liberia-idle-fighters-cause-concern (consulté le 16 mai 2014)

Keane, R. (2012) 'Reviewing the Justice and Security Hub Modality as Piloted in Liberia', *Stability: International Journal of Security and Development* 1.1: 87–91

Mano River Union (2013) *Strategy for Cross-Border Security in the Mano River Union*, Conakry: Mano River Union/UNOWA/ECOWAS

Mohammed, J.A. (2013) *Liberia–Côte d'Ivoire Border Situation: June 2013*, London: Conciliation Resources

Morris, S. (2012) 'Operation Restore Hope Bids to Regain Community Trust', *UN Focus – UNMIL* 9.1: 8–9

Poole, M. and Mohammed, J.A. (2013) *Border Community Security: Mano River Union Region*, London: Conciliation Resources

Sherif, A. and Maina, G. (2013) 'Enhancing Security and Justice in Liberia: The Regional Hub Model', *ACCORD Policy and Practice Brief* 23: 1-9

Soir Info (2012) *Venus du Libéria: Voici où se trouvent les 41 Ivoiriens extradés*, www.linfodrome.com/vie-politique/3433-venus-du-liberia-voici-ou-se-trouvent-les-41-ivoiriens-extrades (consulté le 16 mai 2014)

The Analyst (2013) 'Liberia–Côte d'Ivoire Institutionalizes Peace', 22 October, <http://allafrica.com/stories/201310221230.html> (consulté le 16 mai 2014)

UNHCR (2010) *Ivorian Refugees Continue to Enter Liberia*, 14 December, www.unhcr.org/4d074e219.html (consulté le 16 mai 2014)

UN Multimedia (2013) *Liberia's Border with Côte d'Ivoire a Significant Focus of the UN: SRSG Landgren*, 25 March, www.unmultimedia.org/radio/english/2013/03/liberias-border-with-cote-divoire-a-significant-focus-of-the-un-srsg-landgren/ (consulté le 16 mai 2014)

UN News Centre (2013) *UN Peacekeepers Agree with Governments of Côte d'Ivoire and Liberia to Strengthen Security*, 5 April, www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=44577&Cr=west%2Bafrica&Cr1=#.U345jsaSdFw (consulté le 25 mai 2014)

UN News Centre (2012) *Secretary-General Welcomes Progress in Liberia, Urges Reconciliation*, 24 August, <http://allafrica.com/view/group/main/main/id/00018860.html> (consulté le 25 mai 2014)

UN Security Council (2013a) *Special Report of the Secretary-General on the United Nations Operation in Côte d'Ivoire (S/2013/197)*, March, United Nations Security Council, www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2013/197 (consulté le 16 mai 2014)

Conseil de Sécurité des Nations Unies (2013a) *Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (S/2013/197)*, 28 mars, www.un.org/fr/sc/documents/sgreports/2013.shtml

UN Security Council (2013b) *Midterm Report of the Panel of Experts on Liberia (S/2013/316)*, May, United Nations Security Council, www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2013/316 (consulté le 16 mai 2014)

UN Security Council (2013c) *Final Report of the Panel of Experts on Liberia (S/2013/683)*, November, United Nations Security Council, www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2013/683 (consulté le 16 mai 2014)

UN Security Council (2012a) *Thirtieth Progress Report of the Secretary-General on the United Nations Operation in Côte d'Ivoire (S/2012/506)*, United Nations Security Council, www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2012/506 (consulté le 16 mai 2014)

Conseil de Sécurité des Nations Unies (2012a) *Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (30e rapport) (S/2012/506)*, 29 juin, www.un.org/fr/sc/documents/sgreports/2012.shtml

UN Security Council (2012b) *Final Report of the Panel of Experts on Liberia (S/2012/901)*, December, United Nations Security Council, www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2012/901 (consulté le 16 mai 2014)

Viban, N. (2012) 'Operation Restore Hope', *UN Focus – UNMIL* 8.4: 8–9

Weiss, T. (2005) *Penetrating Power, Small Arms in Post-Conflict Sierra Leone and Liberia*, Monograph 116, Pretoria: Institute for Security Studies

World Bank (2011) *World Development Report 2011: Conflict, Security, and Development*, Washington DC: World Bank

Banque Mondiale (2011) *Rapport sur le développement dans le monde 2011: Conflits, sécurité et développement*, http://siteresources.worldbank.org/INTWDRS/Resources/WDR_Overview_French.pdf

World Food Programme (2011) 'Eastern Liberia: Hub, FDP, EDP, Border Crossing, Camps and Transit Sites as of July 2011', Map Reference LogSector-LBR-024-A2, http://logcluster.org/sites/default/files/maps/LogSector_LBR_024_A2P_20110723.pdf (consulté le 16 mai 2014)